

INDEPENDENCIA

LES JOURS HEUREUX

WALTER, RETOUR EN RÉSISTANCE de Gilles Perret

8.0



Le film de Gilles Perret passe dans une seule salle à Paris. C'est une raison de plus pour y aller. Vous y apprendrez des choses. Que le Conseil National de la Résistance avait dès mars 1944 rédigé un programme politique et social pour l'après-guerre dont les deux piliers étaient l'État social et une *vraie* liberté de la presse. Que soixante ans après, un appel de 13 grands résistants – boycotté par les médias – a invité « à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance » et « ses idéaux de démocratie économique, sociale et culturelle ». Que depuis 2007, la droite sarkozyste s'approprie l'héritage de la résistance.

Tout ça on le sait, direz-vous. Mais est-ce qu'on saurait dire comment on en est arrivé là ? Comment le message subversif du CNR a-t-il pu être intégré par l'entreprise de communication sarkozyste ? A défaut de répondre à cette question par les arguments mille fois entendus, *Walter* vous montre comment on bloque le mécanisme. Et cela, vous ne le saviez pas.

Une scène. Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer inaugure un musée de la Résistance dans son département de Haute-Savoie. Il prononce un discours où les combattants deviennent la France entière et leur message politique une simple imagerie du courage. Walter est là. Mais Gilles Perret, qui l'accompagne depuis quelque temps avec sa caméra, ne le voit pas dans la salle. Il le retrouve à l'extérieur. Walter écoute distraitement le discours, retransmis au-dehors, tout en papotant avec un vieux camarade. Son commentaire ? « Oh, moi, tu sais, je n'apprécie pas ».

Dans son dédain sans frustration il y a plus qu'un refus de collaborer à la comédie qui se joue à l'intérieur. Il y a une conduite de résistance dont le film tire bon profit. Il nous apprend que la Résistance est simple et sereine, simple et sereine comme Walter. Souvent la caméra le découvre légèrement à l'écart. Ou alors au centre d'autres rassemblements. Devant une classe, dans une école primaire qui l'a invité. Aux côtés de lycéens qu'il accompagne lors d'un voyage au camp de Dachau, où il a été prisonnier. Sur l'estrade d'une contre-manifestation au plateau des Glières. A chaque fois, la même simplicité, la même sérénité. A chaque fois le discours officiel est renversé. Comme quand, se baladant dans les vieilles rues d'Annecy, qui sont comme les traboules de Lyon, des dédales où la milice et les résistants jouaient au chat et à la souris, Walter précise que bien sûr, il ne peut pas dire le contraire, tout cela était aussi un jeu pour les adolescents qu'ils étaient, lui et ses camarades. Comme quand il retrouve l'un d'entre eux. C'est Constant Paisant qui, avant de se livrer aux caméras, nourrit ses cochons. Constant se souvient bien des dix-sept agents de police de Vichy pris en otage par ceux que les médias de la France collaboratrice appelaient "terroristes". Pétain n'a pas voulu traiter, huit otages ont été exécutés. Pas facile pour les maquisards qui avaient passé plusieurs semaines avec eux. Il fallait le faire ; ils l'ont fait. La confrontation ne demandait pas moins. C'était la guerre, et la guerre, c'est à mort. Constant y repense souvent. L'idée d'une France toute résistante est donc démentie. Ils furent une minorité, traquée, assassinée, déportée, méprisée par la majorité. Et aujourd'hui ?

raques, abusives, déportés, imprécis par la majorité. Et aujourd'hui :

Walter ne fait certes pas l'unanimité. La droite est outrée. A l'exception du *Canard* et de *L'Humanité*, les fanzines de la majorité présidentielle râlent. Ce qui est plutôt bon signe. Comme disait l'autre, quand l'ennemi passe à l'offensive, cela veut dire qu'on va dans la bonne direction. Restent les attaques des magazines « de gauche ». Maladroites, parfois proches de l'hystérie. L'article paru dans les *Inrockuptibles* est symptomatique à cet égard. Serge Kaganski commence par écrire, un brin condescendant et parce que, bien sûr, on est « de gauche » : « Les intentions de ce documentaire et la figure de Walter sont éminemment sympathiques ». Et poursuit aussitôt : « Mais, involontairement ou pas, le film entretient une confusion embarrassante entre entre camp de concentration et camp d'extermination, entre déportation pour faits de résistance et Shoah. »

Walter a été arrêté en France puis déporté à Dachau. Dans le film, nous l'avons dit, il y fait retour avec un groupe de lycéens. Le guide allemand montre bien les différentes couleurs qui distinguaient les prisonniers. Le rouge est celui des politiques. « Ma couleur » glose Walter. Il vient d'entrer par la porte principale du camp avec le groupe d'adolescents. C'est par là qu'il est entré jadis avec ses camarades au sortir du wagon plombé, en courant, pressé par les SS et les kapos. Il montre un point au loin, de l'autre côté du camp. On leur a dit à tous, à leur arrivée : « Vous êtes entrés par cette grande porte, mais vous ne sortirez que comme ça, sous la forme de cette fumée qui monte là-bas ». Là-bas, explique Walter, montait la fumée des fours crématoires, où beaucoup de ses camarades épuisés par le froid, le travail, les coups et autres brimades, allaient effectivement finir. Un peu plus tard, Walter et les lycéens sont dans le local des fours crématoires. Des fours individuels en brique, alignés, avec un brancard coulissant devant chaque bouche, sur lequel on posait le cadavre du prisonnier. Silence. « C'était là », dit Walter. A aucun moment du film il ne fait la moindre confusion entre la crémation des prisonniers « ordinaires » tués à petit feu ou exécutés à Dachau et l'extermination des juifs. Il a parlé de « fours crématoires » parce que ce sont des fours crématoires. La simple vérité lui en donne le droit. La mort de ses camarades aussi. Celle de son frère aussi, qui était avec lui au début à Dachau, qui contrairement à lui n'arrivait pas à « garder le moral », qu'il n'arrivait plus à soutenir, et dont le corps est finalement passé par un four comme ceux-là après son transfert à Buchenwald.

Kaganski, qui ignore la différence entre four crématoire et chambre à gaz, trouve tout cela « embarrassant » : « Aussi horrible fût-il, Dachau n'était pas Treblinka ». Ce qui nous embarrasse, pour le coup, c'est sa mauvaise foi spontanée – spontanée et, finalement, prévisible, comme un réflexe. Treblinka n'est pas cité au hasard. Ce simple nom oppose au documentaire rustique et direct de Gilles Perret la bible documentaire de Claude Lanzmann. Le film qui porte le mot *Shoah* dans son titre a imposé les règles et les limites du documentaire sur les camps. *Shoah*, on le sait, est utilisé politiquement pour défendre le colonialisme d'Israël en Palestine. Ce qui peut-être ne pose pas problème à Kaganski. Le critique des *Inrockuptibles*, en revanche, stigmatise aussi bien au nom du sens commun que de l'immanquable « complexité » le lien réaffirmé par Walter entre le combat de la Résistance et celui d'aujourd'hui contre le démantèlement de l'État social. Kaganski : « Quand Walter dénonce les attaques actuelles contre la sécu ou les retraites, on aimerait que lui ou le film ne se contente pas d'analogies sommaires avec la situation de 39-45 mais creusent la question complexe de notre système de protection sociale dans un monde qui a considérablement changé ».

Encore une fois, le texte des *Inrockuptibles* est deux fois imprécis et confus. Primo, parce que le film ne dit pas que la situation économique est la même. Au contraire. Walter remarque qu'entre 1946 et 1952 la France a pu appliquer le programme social du CNR alors que l'économie européenne était aux abois. Aujourd'hui, une France mille fois plus riche impose une redistribution vers le haut. Secondo, manifestement, Kaganski ne sait pas ce que c'est qu'une analogie. Entre la Résistance et aujourd'hui, entre « Hitler et Sarkozy », comme le résume le critique des *Inrockuptibles*, ce n'est pas une comparaison qui est proposée. Bien au contraire, le film constate la *réelle continuité historique* entre les conquêtes sociales de la Libération, acquises seulement parce que le patronat n'était plus en position, vu son attitude récente, d'imposer ses intérêts, et la situation actuelle, où le même patronat, blanchi par le temps et par l'oubli, peut imposer la destruction des mêmes conquêtes sociales. La preuve ? Assis dans sa cuisine, Walter lit « Adieu 1945 », un article de Denis Kessler publié dans *Challenge*, autrement dit un texte à usage interne du patronat. « Au moins, ça a le mérite d'être clair ». En citant le programme du CNR, l'idéologue du MEDEF énonce noir sur blanc le projet d'ensemble du patronat : l'objectif est de revenir sur toutes les réformes voulues par la Résistance et effectivement mises en place dans l'immédiat après-guerre. Les retraites par répartition, la Sécurité sociale, le refus de la concentration dans la presse.

On comprend pourquoi ce petit film dérange tant. Il démasque dans toute sa clarté un projet qui ne peut, sauf dans *Challenge*, se dire ouvertement. Un projet qui impose, pour être appliqué, une neutralisation de l'histoire dans la grande communion unanimiste du « tous résistants ». Il faut annuler les conflits du passé pour refouler ceux du présent. Encore une scène. Walter rend visite à son ami et voisin John Berger, l'écrivain et militant anglais, membre du Tribunal Russel pour la Palestine. Ils évoquent les combats du présent et du passé. Gilles Perret interrompt Walter : « Tu as remarqué que tu dis nous quand tu parles de ceux qui ont pris la Bastille ? » Encore un amalgame, peut-être. Surprise de Walter. Qui explique, sans le citer, la leçon du *Manifeste*. L'histoire est celle de la lutte des classes ; à chaque époque on a à choisir son côté. Bien sûr que 1789, c'est son histoire.

L'accusation d'amalgame, on l'a déjà entendue à propos de *La Question humaine* de Nicolas Klotz. Le film disait que la machine nazie et les pratiques du management néo-libéral pourraient bien partager, sur un certain plan, une même logique : celle de la gestion de « populations », pour le résumer en termes foucauldien. Eichmann et nos contemporaines « Directions des ressources humaines » ont pour point commun formel de traiter les hommes comme une *matière à gérer* par des *techniques administratives*. Scandale : comment peut-on oser rapprocher le mal absolu, l'histoire sacrée de la Shoah, et la « concurrence libre et non faussée » ? Le blasphème, en vérité, était si grand qu'il était imprononçable. Il ne s'agissait pas de comparer, de faire une analogie, mais de mettre au jour une structure

commune, dans laquelle nous sommes tous pris et à laquelle (vérité insupportable) nous ne résistons guère.

Walter ne verse jamais dans l'analogie. Sa double force est d'une part de démonter l'idéologie et la rhétorique de « l'amalgame », d'autre part de faire voir la persistance dans l'histoire des conflits entre dominants et dominés. Et ce en esquivant tout débat journalistique, mais à chaque fois avec la présence encombrante, insistante, d'un homme. Il n'est pas surprenant, donc, que la présence de *Walter* sur un plateau de Haute-Savoie et dans les salles obscures irrite aussi bien un Bernard Accoyer qu'un Serge Kaganski.

Le film se contente de résister à l'entreprise d'oubli et de confusion. Gilles Perret adopte la calme ingénuité de *Walter* quand il demande à Accoyer comment il peut à la fois faire l'éloge de la résistance et participer à un gouvernement qui œuvre à en détruire le programme. C'est un autre moment extraordinaire de *Walter*. La confrontation entre deux langages. Accoyer est un professionnel du *spin*. Il étouffe sa rage sous un voile d'impassibilité. Il explique, pédagogique devant la caméra, que le néo-libéralisme et la globalisation sont avant tout une occasion de progrès pour les pauvres. Quelques instants après, persuadé que Perret n'enregistre plus, il exige que le réalisateur lui donne son nom, le lui épèle, lui communique ses coordonnées. « Normalement, je n'accepte pas d'interview sans avoir préparé avec mes collaborateurs ». Il s'indigne de « l'amalgame », menace Perret de rétorsions si les images sont utilisées. « Vous allez recevoir une lettre de l'Assemblée Nationale ». La lettre arrive, Perret en fait la dernière image du film.

Un précédent. Dans *Pas vu pas pris*, en 1999, Pierre Carles montrait à une série de grandes personnalités du PAF une séquence « volée » où Étienne Mougeotte, patron de TF1, et François Léotard, ministre de la défense, sans savoir qu'ils étaient filmés, conversaient en toute connivence autour de leurs intérêts politiques et économiques communs. Et la question à chaque journaliste interviewé était : « Qu'en pensez-vous ? ». Gêne, explications embarrassées, énervements, colère, menaces. Le documentaire est refusé par Canal Plus ; Pierre Carles de ce refus fait un film dans le film, qui essuie l'hostilité de la presse « de gauche » à sa sortie en salles. Carles, décidément, aura inventé une méthode, celle du film-molotov. La caméra comme simple instrument de lutte politique.

Brut, rustique, direct. N'attendez pas de *Walter* une recherche cinématographique. Il n'y a pas plus de rapport *spécifique* entre Jack Daniel's et la guerrilla urbaine qu'entre la caméra de Perret et la défense du message des Résistants. Ce qui n'exclut pas d'y trouver de la beauté. De la poésie aussi. Un trait commun frappe chez ces figures de résistants. Chez *Walter* Bassan, le personnage principal, tout en sérénité et radicalité tranquille. Chez sa femme Bernadette, toute réservée, qui intervient de loin en loin dans les conversations pour préciser que *Walter* ne peut manger une salade lavée par un autre que lui-même à cause de ses 11 mois de soupe aux moucherons et aux cafards dans le camp de Dachau. Bernadette qui finit par répondre à ce qu'elle considère comme « une question indiscrete » en précisant dans un sourire qu'elle connaît *Walter* depuis 1959, puis ajoute qu'« elle y tenait » quand on lui fait remarquer que cela fait beaucoup de temps. Chez l'ami plus sombre Constant Paisant, ébouriffé et mal rasé, qui dit l'horreur inexorable de la guerre en laissant voir son trouble toujours intact soixante ans après. Chez l'ambassadeur de France Stéphane Hessel, 91 ans, « médiateur des sans-papier », enjoué, doux, vif et tranchant, qui débarque en mai 2008 sur le plateau des Glières pour soutenir la contre-manifestation. Chez John Berger aussi, 83 ans comme son ami *Walter*. Ce qui frappe chez tous, c'est la force de vie dont ils rayonnent. L'incroyable fraîcheur de ces êtres qui n'ont de vieillards ni l'esprit, ni les corps - les rides certes, mais pas la fatigue. Leur extraordinaire jeunesse. Non pas leur résistance à l'âge qu'ils ont, mais la résistance de ce qu'ils portent en eux : « Les jours heureux ». Tel était le titre, étonnamment poétique, du fameux programme rédigé, en pleine Occupation, par le Conseil National de la Résistance. Nous vous proposons de le relire, ainsi que l'appel de 2003 qui en célèbre l'anniversaire.

Eugenio Renzi, Julien Théry

WALTER, RETOUR EN RÉSISTANCE de Gilles Perret. France, 2008. 1h26. Sortie : 4 novembre 2009.

Nous avons envoyé à Serge Kaganski un lien vers le texte que vous venez de lire. Ce dernier nous a très vite adressé une réponse que nous lui avons proposé de publier. Serge Kaganski a proposé de la retravailler. Nous le remercions et vous invitons à le lire [ici](#)

Le texte original du programme du Conseil National de la Résistance. programme du C.N.R. de 1944

Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la Résistance n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée.

Cette mission de combat ne doit pas prendre fin à la Libération. Ce n'est, en effet, qu'en regroupant toutes ses forces autour des aspirations quasi unanimes de la Nation, que la France retrouvera son équilibre moral et social et redonnera au monde l'image de sa grandeur et la preuve de son unité.

Aussi les représentants des organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR, délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste.

II. Mesures à appliquer dès la Libération du territoire

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

1) Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle

2) Afin de veiller au châtement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration

3) Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'axe et par leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable

4) Afin d'assurer :

- l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;

- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;

- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;

- la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;

- l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance;

- le respect de la personne humaine ;

- l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi

5) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

Au moment où nous voyons remis en cause le socle des conquêtes sociales de la Libération, nous, vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France Libre (1940-1945), appelons les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle.

Soixante ans plus tard, le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu et notre colère contre l'injustice est toujours intacte.

Nous appelons, en conscience, à célébrer l'actualité de la Résistance, non pas au profit de causes partisans ou instrumentalisées par un quelconque enjeu de pouvoir, mais pour proposer aux générations qui nous succéderont d'accomplir trois gestes humanistes et profondément politiques au sens vrai du terme, pour que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais :

Nous appelons d'abord les éducateurs, les mouvements sociaux, les collectivités publiques, les créateurs, les citoyens, les exploités, les humiliés, à célébrer ensemble l'anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 : Sécurité sociale et retraites généralisées, contrôle des « féodalités économiques », droit à la culture et à l'éducation pour tous, presse délivrée de l'argent et de la corruption, lois sociales ouvrières et agricoles, etc.

Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes sociales, alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.

Nous appelons ensuite les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à définir ensemble un nouveau « Programme de Résistance » pour notre siècle, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui eux-mêmes se nourrissent des injustices sociales.

Nous appelons enfin les enfants, les jeunes, les parents, les anciens et les grands-parents, les éducateurs, les autorités publiques, à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. Nous n'acceptons pas que les principaux médias soient désormais contrôlés par des intérêts privés, contrairement au programme du Conseil national de la Résistance et aux ordonnances sur la presse de 1944.

Plus que jamais, à ceux et celles qui feront le siècle qui commence nous voulons dire avec notre affection :

a) Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes ;
- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;
- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

b) Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;
- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- la garantie du pouvoir d'achat national pour une politique tendant à une stabilité de la monnaie ;
- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;
- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;
- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;
- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;
- le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient

commencées, nous voulons dire avec nous-mêmes :
« Créer, c'est résister. Résister, c'est créer ».

Signataires : Lucie Aubrac [1], Raymond Aubrac [2], Henri Bartoli [3], Daniel Cordier [4], Philippe Dechartre [5], Georges Guingouin [6], Stéphane Hessel [7], Maurice Kriegel-Valrimont [8], Lise London [9], Georges Séguy [10], Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant [11], Maurice Voutey [12]

notes bas page

[1] Lucie AUBRAC, née Bernard, est née le 29 juin 1912 dans la région de Mâcon. Avant la guerre, ses études universitaires à la Sorbonne (agrégée de l'université) l'amènent à enseigner l'histoire. Pendant la guerre, elle s'engage dès 1940 dans la Résistance à Lyon avec son mari, Raymond Aubrac, où elle contribue à créer le mouvement Libération-Sud. A la tête d'un commando armé, elle mène notamment une action militaire pour faire libérer son époux, les deux époux quittèrent la France en février 1944 pour rejoindre de Gaulle à Londres, puis à Alger. Après la guerre, en 1945, au moment où les femmes françaises accèdent pour la première fois au droit de vote, elle crée le journal *Privilège* de femmes qui n'existera que quelques mois. Elle est membre de l'Assemblée consultative issue de la Résistance et chargée de superviser les Comités départementaux de Libération. Elle reprendra ensuite l'enseignement de l'histoire. Lucie Aubrac a publié plusieurs ouvrages dont, en 1984, un récit sur l'évasion qu'elle organisa pour libérer son mari de Klaus Barbie, ils partiront dans l'ivresse.

[2] Raymond AUBRAC est né le 31 juillet 1914 à Vesoul (Haute-Saône). Avant la guerre il est Ingénieur des Ponts et Chaussées avant la guerre, il s'engage dans la Résistance à Lyon où il participe avec sa femme, Lucie, à la création du mouvement Libération-Sud. Chargé de la publication du journal *Libération*, l'un des plus importants journaux clandestins, dont le premier numéro sort en juillet 1941, il fut en octobre 1942 chargé, au sein du réseau Libération-Sud, de l'organisation paramilitaire du réseau. Il devient membre de l'Etat-major de l'Armée secrète du général Delestraint. Arrêté à deux reprises, le 15 mars 1943 par la Milice, et le 21 juin avec Jean Moulin par Klaus Barbie, il est libéré par un groupe franc dirigé par son épouse. Parti pour Londres, puis pour Alger, il est délégué à l'Assemblée consultative en 1944. Après la guerre, il est Commissaire régional de la République à Marseille de 1944 à 1945, puis directeur et inspecteur général au ministère de la Reconstruction de 1945 à 1948, chargé du déminage du pays. Il est l'auteur, entre autres, de *Résistances* (1997).

[3] Henri BARTOLI, lycéen, puis étudiant à la faculté de Droit, il diffuse des journaux clandestins comme *Témoignage chrétien*. Il distribue des faux papiers avec son père médecin. Agent de liaison dans l'armée secrète, il participe au réseau Catanga et travaille au sein du CNR pour préparer la politique économique d'après guerre.

[4] Daniel CORDIER est né le 10 août 1920 à Bordeaux. Pendant la guerre, il est l'un des premiers à répondre à l'appel du général de Gaulle en juin 1940 et entre au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). Il est volontaire pour accomplir des missions en France et c'est ainsi qu'il est parachuté le 26 juillet 1942 pour servir auprès de Jean Moulin, délégué du général de Gaulle. Il devient rapidement le principal collaborateur du fondateur du Conseil National de la Résistance.

Après la guerre, de retour à Paris, il se consacre à la peinture et ouvre une galerie en 1956. Entre 1973 et 1989, il effectue sept donations à l'État : 500 œuvres de 64 artistes différents, intégrées aux collections du Musée National d'Art Moderne (Centre Georges Pompidou). A partir de 1977, il devient historien pour défendre la mémoire de Jean Moulin.

[5] Philippe DECHARTRE, pseudonyme que prend dans la Résistance Jean DUPRAT-GENEAU, né le 14 février 1919 au Viêt-Nam. Avant la guerre il a été élève au lycée Louis-le-Grand à Paris et à la faculté de Droit de Paris. Il est licencié en droit puis producteur et réalisateur de spectacle. Pendant la guerre, il est Délégué général des prisonniers de guerre, déportés de la résistance et déportés du travail auprès du Gouvernement provisoire de la république à Alger (1944), il appartient aux cercles gaullistes historiques. Après la guerre il a été plusieurs fois ministre et député, il est membre depuis 1994 du Conseil économique et social dont il est aujourd'hui le Doyen.

[6] Georges GUINGOUIN né le 2 février 1913 à Magnac-Laval (Haute-Vienne). Avant la guerre il fait ses études à l'école primaire supérieure de Bellac puis à l'Ecole normale d'instituteurs de Limoges (1931-1934). Pendant la guerre il est mobilisé en 1939 et le 18 juin 1940, blessé au combat, Georges Guingouin se retrouve à l'hôpital de Moulin qu'il quitte afin de ne pas être prisonnier. Il organise la résistance dès juillet 1940 sous forme de groupes clandestins et par la diffusion de tracts. Il prend le maquis en avril 1941, à la tête d'une imprimerie clandestine et crée les premiers groupes armés nommés *Francs Tireurs*. Il organise de nombreuses actions de sabotage. Le 12 août 1944, il donne l'ordre d'encercler Limoges, ce qui permettra, le 21 août 1944, la libération de la ville sans aucune perte humaine. Au lendemain de la libération de Limoges, 20 000 combattants en Haute-Vienne sont sous les ordres du colonel Guingouin dont 6 500 iront combattre dans les départements voisins. Dans la période d'après-guerre, il est élu maire de Limoges en mai 1945 jusqu'à octobre 1947 et conseiller municipal jusqu'en janvier 1953. Il reprend ensuite son métier d'instituteur dans l'Aube jusqu'à sa retraite en 1968.

[7] Stéphane HESSEL, né le 20 octobre 1917 à Berlin (Allemagne). Arrivé en France en 1924, il est admis en 1937 à l'Ecole Normale Supérieure et naturalisé français. Pendant la guerre, en juin 40, il essaie de rejoindre Londres sans succès. Il n'y parviendra qu'en 1941 et il rejoint le général de Gaulle. Il fera partie du BCRA. Organisateur de la mission Greco qui doit organiser la couverture radio sur l'ensemble du territoire français pour le Débarquement, il est arrêté en juillet 1944

parents, ainsi que les institutions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi. En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du CFLN et de son président le général de Gaulle ! En avant pour le combat, en avant pour la victoire afin que VIVE LA FRANCE !

et est déporté à Buchenwald puis à Dora. Revenu des camps, il passe le concours du Quai d'Orsay et commence une carrière diplomatique. Il sera, entre autres, sous-directeur du Programme des Nations Unies pour le Développement de 1971 à 1972. Représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, il devient Ambassadeur de France en 1981. Il a siégé à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et au Haut Conseil pour l'intégration. Il a représenté la France à la Conférence mondiale de Vienne pour les droits de l'homme en 1993.

[8] Maurice KRIEGEL-VALRIMONT, né à Strasbourg en 1914. Il est, avant-guerre, syndicaliste et, selon ses propres mots, « jeune antifasciste de tendance rebelle ».

En 1944, il est au commandement national des Forces françaises de l'intérieur et reçoit avec le général Leclerc et Henri Rol-Tanguy, la reddition de von Choltitz à la Libération de Paris. Grand officier de la Légion d'honneur, membre du Comité d'action militaire (COMAC : organe de commandement des FFI en France) du Conseil national de la Résistance. Après la guerre il est député communiste de Meurthe-et-Moselle sous la IV^e République, il exercera également les fonctions de vice-président de la Haute-Cour de justice. Il est l'auteur, notamment, de Mémoires rebelles en 1999.

[9] Lise LONDON, ancienne des Brigades Internationales dans l'Espagne républicaine, capitaine dans la Résistance, ancienne déportée à Ravensbrück, officier de la Légion d'honneur, elle a participé activement à sortir son mari, Arthur London, des griffes stalinienne. Ce dernier, nommé vice-ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie en 1949, sera kidnappé en pleine rue le 28 janvier 1951, et devient l'un des quatorze accusés du procès de Prague en 1952, à qui l'on arrachera des aveux de « conspiration contre l'État » qui se révéleront plus tard fabriqués. Onze condamnations à mort par pendaison, trois à perpétuité, dont Arthur London. Les progressistes d'Europe ont découvert ce drame dans l'Aveu.

[10] Georges SÉGUY, né le 16 mars 1927 à Toulouse (Haute-Garonne). Avant la guerre il est ouvrier imprimeur et militant syndical. Pendant la guerre il devient responsable des Francs-Tireurs et Partisans Français, est arrêté en 1944 et déporté au camp de Mauthausen. Après la Libération, il est membre du Syndicat des cheminots de Toulouse de 1946 à 1949. Secrétaire général de la Fédération des cheminots CGT de 1961 à 1965, il devient Secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982 et président d'honneur de l'Institut d'histoire sociale de la CGT. Il est l'auteur, entre autres, de Lutter (1975) et La Grève (1993).

[11] Jean-Pierre VERNANT, né le 4 janvier 1914 à Provins (Seine-et-Marne). Avant la guerre, jeune antifasciste dans le Quartier Latin des années 30, il fait ses études secondaires à Paris aux lycées Carnot et Louis-le-Grand puis des études de philosophie à la Sorbonne. En 1937 il est reçu premier à l'agrégation de philosophie. Appelé au service militaire en octobre 1937, il est sergent-chef dans l'infanterie et reste mobilisé à la déclaration de guerre en septembre 1939. Démobilisé, il est nommé professeur au lycée de Toulouse et entre en résistance dès le mois de juillet 1940 en éditant à Narbonne avec son frère des tracts qu'il colle la nuit sur les murs de la ville. En février 1942, il entre dans le mouvement Libération et organise à Toulouse les groupes militaires de ce mouvement. En novembre il est nommé chef départemental de l'Armée Secrète (AS) pour la Haute-Garonne. Au début de 1944 il commande plusieurs groupes qui opèrent des destructions diverses, l'exécution d'agents de la Gestapo et de la Milice et la destruction de fiches de recensement pour le STO. Le 19 août 1944, il entre dans Toulouse à la tête de ses hommes. En septembre 1944, il devient responsable des Forces française de l'Intérieur (FFI) de Haute-Garonne, remplaçant Serge Ravanet à la tête de 45 000 hommes des neuf départements du Sud-ouest.

[12] Maurice VOUTEY a participé à la Résistance dans les rangs du Front National (FPJ puis FUJP). Arrêté, il a été déporté à Dachau puis dans les camps du Neckar. À son retour, il a enseigné l'histoire et la géographie et a publié différentes études historiques et biographiques. Maurice Voutey est actuellement secrétaire général de la Fédération nationale des déportés et internés résistants patriotes (FNDIRP). Il est l'auteur d'un roman intitulé Baptiste ou la terre promise, le pouvoir dictatorial allemand reste son domaine de prédilection. L'histoire du système concentrationnaire nazi, les camps nazis, l'ère hitlérienne et la presse clandestine, pendant l'occupation, font partie de sa bibliographie sur le sujet.